



076-267600450-20241015-15102024119-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/10/2024

Publication : 22/10/2024

Pour l'autorité compétente par délégation




\_\_\_\_\_

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Katherine COEUFF, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET

Madame Zohra AMIMI ayant donné pouvoir à Madame Hortense  
HECTOR,  
Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Monsieur Jean-Pierre  
TRÉDET,  
Madame MARCASSIN Marie-Françoise ayant donné pouvoir à  
Madame Martine LELAIT,  
Monsieur MAYER-ROSSIGNOL Nicolas ayant donné pouvoir à  
Madame Caroline DUTARTE

Madame Béatrice BOCHET, Madame Amèle MANSOURI, Madame Mireille VACHE-PICAT

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen



## DÉLIBÉRATIONS

-----

### 20 BUDGET PRIMITIF 2025 - CLIC DES AÎNÉS

MESDAMES, MESSIEURS,

Les Établissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux (E.S.M.S.) gérés sous la nomenclature M22 par les CCAS doivent présenter le suivi de leurs dépenses et recettes dans un budget annexe distinct de celui du CCAS.

L'article L.315-15 prévoit que les E.S.M.S doivent voter le budget de l'année par le conseil d'administration et le transmettre aux autorités tarifaires au plus tard le 31 octobre précédant l'exercice auquel il se rapporte.

Il est par conséquent proposé au Conseil d'Administration du CCAS d'examiner le projet de budget primitif pour l'exercice 2025 du budget du CLIC des Aînés.

Les chiffres comparatifs sont présentés par rapport au budget primitif 2024.

**Fonctionnement : 363 566 € soit +6 883€**

#### **Recettes :**

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 363 566 € soit +50 668 €

- La dotation de fonctionnement versée au CLIC par le Département est stable par rapport à son total budgété en 2024 (166,3 K€). De BP à BP, elle est cependant en augmentation de 30 K€, grâce à la participation du CLIC à l'expérimentation des Maisons Départementales de l'Autonomie.
- La subvention de fonctionnement versée à partir du budget principal du CCAS est en légère augmentation au BP 25 et s'établit à 131,7 K€ (pour mémoire 130 K€ étaient inscrits au BP 24).
- Les projets financés par la CFPPA sur 2025 représentent un montant total de 62 K€, dont les activités de prévention de perte d'autonomie, l'activité de chant choral, le poste de travailleur social dédié aux personnes âgées précaires et le soutien aux aidants.

#### **Dépenses :**

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 18 080 € soit -1 108 €

Ce chapitre budgétaire regroupe l'ensemble des achats de fournitures et matières et divers services extérieurs, dont notamment les dépenses relatives aux activités proposées aux aînés.

L'évolution à la baisse de ce chapitre budgétaire tient au niveau d'actions inscrites en budget primitif pour lesquelles un financement de la CFPPA (Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie) est déjà connu : 13,5 K€ au BP 25 contre 14,8K€ au BP 24. Les crédits inscrits évolueront en cours d'année 2025 en fonction des dossiers de financement déposés par le service et validés par les financeurs.

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 306 668 € soit +5 171 €

Le budget du personnel du CLIC a été revu à la hausse en fonction de la réalisation constatée au cours de l'exercice 2024, en intégrant une augmentation globale de 1% des traitements bruts chargés des personnels.

En outre, il est nécessaire de prévoir une revalorisation au titre du GVT (Glissement Vieillesse-Technicité), évaluée à 0,5%.

## DÉLIBÉRATIONS

---

Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 33 900 € soit +2 670 €

L'augmentation des dépenses de structure est liée à la prise en compte des 0,5 ETP supplémentaires transférés au CLIC courant 2023 dans la base de calcul de la cotisation à l'assurance statutaire pour 2025. Mécaniquement, ces salaires versés à partir du budget CLIC feront augmenter la cotisation à l'assurance statutaire. En revanche, ils seront déduits de la base de calcul de la cotisation du budget principal.

Les autres charges prévues sur ce chapitre budgétaire (maintenance, assurances, abonnements et cotisations, frais de publicité) sont stables.

Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 4 918 € soit +150 €

La dotation aux amortissements est en légère hausse en raison de l'acquisition d'équipements sur les exercices 2023 et 2024.

**Investissement : 4 918 € soit +150 €**

### **Recettes :**

Chapitre 10 « Dotations, fonds divers et réserves » : 0 € (inchangé)

La participation du FCTVA (Fonds de Compensation pour la TVA) est calculé sur la base des dépenses éligibles réalisées en N-2. Seulement 700€ ayant été consacrés à l'acquisition d'immobilisations en 2023, le versement du FCTVA s'élèverait à environ 115 €. Il sera intégré en recettes de la section d'investissement à réception de la notification des services de l'Etat.

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 4 918 € soit +150 €

Les amortissements des immobilisations sont en légère hausse.

### **Dépenses :**

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 500 € (inchangé)

Acquisition de logiciels pour 500 €.

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 4 418 € soit +150 €

Acquisitions de divers biens : matériels de transport (1K€), matériel de bureau et informatique (1,1K€), Mobilier (1K€) et divers (1,27K€).

Ledit budget est annexé au présent projet de délibération.

### **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

VU l'Article L.315-15 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

CONSIDÉRANT le budget primitif 2025 présenté ci-dessus,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

## DÉLIBÉRATIONS

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte le budget primitif du budget CLIC pour l'exercice 2025, ainsi qu'il suit :

### **Fonctionnement :**

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 363 566 €.

#### **Recettes :**

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 363 566 €

#### **Dépenses :**

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 18 080 €

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 306 668 €

Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 33 900 €

Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 4 918 €

### **Investissement :**

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 4 918 €.

#### **Recettes :**

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 4 918 €

#### **Dépenses :**

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 500 €

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 4 418 €

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,  
Pour le Président et par délégation



Vanessa RAPITEAU  
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

*Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.*